

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Washington doit accepter sa défaite en Syrie

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 4 MARS 2013



John Kerry (secrétaire d'État US),
cheikh Moaz el-Khatib (président de
la Coalition nationale syrienne),
Giulio Terzi di Sant'Agata (ministre
italien des Affaires étrangères), lors
de la réunion de Rome des « Amis de
la Syrie » (28 février 2013).

Washington doit accepter sa défaite

Par Ghaleb Kandil

Le président Barak Obama s'est empressé d'appeler son homologue russe Vladimir Poutine dès la publication par l'ambassadeur de Russie au Conseil de sécurité d'un communiqué faisant assumer à la Conférence de Rome et à son parrain, le secrétaire d'État John Kerry, la responsabilité de la poursuite du soutien aux extrémistes et au terroristes en Syrie. Il a été convenu, lors de **cette conversation**, d'organiser une réunion urgente entre les chefs des diplomaties des deux pays pour élaborer un nouveau plan au sujet de la crise syrienne.

Le message ferme de la Russie sous-tend une position encore plus ferme communiquée récemment par le commandement syrien à Moscou. Les dirigeants syriens avaient fait preuve d'une grande flexibilité et avaient multiplié les déclarations positives depuis le discours du président Bachar al-Assad, le 7 janvier. Dans ce discours, le chef de l'État syrien avait proposé un plan de sortie de crise après des concertations avec la Russie, la Chine et l'Iran, qui en avaient auparavant discuté avec certaines composantes des oppositions syriennes, Celles-ci avaient organisé une réunion à Genève pour choisir la voie du dialogue et rejeter les actes terroristes et les interventions étrangères.

Cependant, les dernières mesures US, qui consistent à envoyer de nouvelles cargaisons d'armes aux rebelles syriens et la tenue de propos conciliants envers les parties syriennes et régionales les plus extrémistes, sont en contradiction avec le climat positif récemment répandu par la diplomatie russe. Ces aspects positifs, imposés par des rapports de forces politiques et militaires, s'étaient traduits par le retrait de la condition à tout dialogue consistant au départ préalable du président Assad.

Le commandement syrien mesure les positions états-uniennes sur le terrain. Il sait pertinemment que la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Jordanie, la France, la Grande-Bretagne et les parties libanaises impliquées en Syrie, se répartissent les rôles. Damas sait que les chambres d'opérations installées en Turquie sous la supervision directe d'officiers US sont plus actives que jamais. De même, les chambres d'opérations médiatiques à Dubaï, au Caire et à Beyrouth poursuivent leurs campagnes acharnées contre la Syrie. Les dirigeants syriens testent à ces niveaux les véritables intentions des États-Unis et celles-ci sont plus belliqueuses que jamais.

La première clause du plan du président Assad, concernant le mécanisme de l'arrêt de la violence, qui repose sur la fin du financement, de l'armement et de l'entraînement des terroristes qui sévissent en Syrie, est l'examen de passage pour les intentions de Washington. L'opportunité de la solution politique accordée par la Syrie ne durera pas longtemps et l'Armée arabe syrienne ne donnera pas aux agresseurs plus de temps.

Limiter les pertes dans les rangs militaires et civils est une des priorités du commandement syrien, qui a privilégié dès le début la

solution politique à la crise. Mais si les États-Unis ont décidé de jouer la politique du bord du gouffre et d'adopter un double langage, l'armée et le peuple syrien sont disposés à payer le prix qu'il faut pour détruire les agresseurs et imposer le fait accompli à l'empire américain décadent.

Le chef de la diplomatie russe, Serguei Lavrov, informera son homologue US que Washington doit cesser de tergiverser et doit payer le prix politique et moral pour obliger ses auxiliaires arabes, européens et régionaux, impliqués dans la guerre universelle contre la Syrie, à faire marche arrière. Surtout que les États-Uniens ont préparé la voie à ce retournement en mettant en garde contre le danger que représentent les groupes terroristes qu'ils ont eux-mêmes créés et alimentés en Syrie.

Saad Hariri pousse le Liban vers la discorde

Par Pierre Khalaf

À chaque fois que le Liban réussit à surmonter la discorde sectaire, l'événement est célébré comme une grande réalisation nationale. Cependant, les périodes séparant les incidents deviennent de plus en plus courtes. L'exacerbation des tensions communautaires, les campagnes de provocations et les appels au armes se multiplient dangereusement, avec une couverture politique accordée par des partis qui se présentent comme « *modérés* », mais qui sont à l'origine de l'apparition des phénomènes extrémistes.

La mission de déclencher la *fitna* a été confiée au cheikh Ahmad al-Assir, dont les propos et les actes irresponsables dépassent toutes les lignes rouges. Mais ce religieux intégriste n'est qu'une simple tribune inventée et entretenue par l'ancien Premier ministre Saad Hariri. Il en a créé d'autres, un peu partout au Liban, avec un seul objectif : exacerber les tensions sectaires, affaiblir l'autorité de l'État, discréditer l'armée et ternir l'image de la Résistance. Tantôt ces tribunes réclament le retrait de l'armée du Liban-Nord, tantôt elles exigent l'ouverture de l'aéroport de Kléat, pour assurer des voies d'approvisionnement en armes et matériels aux extrémistes

au Liban et en Syrie etc...

Le Courant du futur a accordé refuge, abris et bases de repli à des milliers de rebelles syriens et c'est sur eux qu'il compte dans l'aventure militaire qu'il rêve de mener au Liban.

Face à ces faits que tout le monde connaît au Liban, les dirigeants politiques font preuve de mollesse et d'hésitation, à cause des pressions des ambassadeurs occidentaux. Ces derniers, tout en affirmant vouloir préserver la stabilité du Liban, ne voient pas d'un mauvais œil le jeu de Saad Hariri contre la Résistance. Ils espèrent que sous la menace de la discorde, le Hezbollah cèdera sur ses constantes. Mais pour les Occidentaux, c'est mal connaître la détermination de la Résistance, et pour les fauteurs de troubles au Liban, c'est méconnaître ses réelles capacités.

Sur le terrain, l'Armée libanaise a fermé à l'aide de chars tous les axes menant à Abra (est de Saïda, au Liban-Sud) en prévision de la manifestation qui était prévue dimanche au rond-point Karamé (à Saïda) à l'appel du cheikh al-Assir.

Samedi, le cheikh extrémiste avait organisé une manifestation dans la cour de la mosquée Bilal ben Rabah à Saïda, au lendemain d'un mouvement de protestation vendredi dans la ville. Vendredi soir, il a affirmé que la manifestation de ses partisans « *s'effectuera désormais au quotidien, selon une méthode d'escalade pacifique* ».

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Certaines parties œuvrent jour et nuit pour provoquer des dissensions au Liban et un conflit interconfessionnel. Ils veulent provoquer un conflit armé entre sunnites et chiites. Tous les faits sur le terrain le prouvent. La discorde n'est pas dans l'intérêt du Liban. Nous la refusons et la condamnons. Nous ne devons pas brûler notre pays et faire ainsi un cadeau à nos ennemis. Certains députés et cheikhs ont adopté un discours vindicatif et veulent une escalade. Ils nous impliquent en tant que parti chiite dans n'importe quel incident. Premier exemple : la mort du cheikh Abdelwahed et d'un autre cheikh au Liban-nord. Certains ont

accusé le Hezbollah d'avoir tué ces deux dignitaires. Où sont vos preuves ? Pourquoi nous accuser ? Autre exemple : ils accusent le Hezbollah d'entraver la justice dans l'affaire des détenus islamistes. Là aussi, nous n'avons rien avoir dans cette histoire. Ils nous accusent aussi immédiatement d'avoir assassiné le général Wissam el-Hassan. Nous avons également été accusés d'être impliqués dans les affrontements à Ersal. Encore une fois, où sont vos preuves ? Que cherchez-vous ? Certains veulent assurément provoquer un conflit interconfessionnel. Des familles chiites habitent depuis des années à Saïda. Avons-nous besoin, aujourd'hui, d'une permission pour habiter dans cette ville ? Nous n'allons pas répondre à vos insultes, nous n'allons pas y réagir. Nous sommes tous responsables de ce pays. Nous devons le protéger, l'État doit assumer toutes ses responsabilités. Nous sommes pour la retenue, mais ne faites pas de mauvais calculs avec nous. En Syrie, ce sont les insurgés qui s'en prennent aux Libanais résidant dans des villages syriens. Dans cette région, les résidents libanais, qui sont en majorité des chiites et dont certains sont membres du Hezbollah, n'ont à aucun moment contrôlé des villages sunnites. Ce qui s'est passé, c'est le contraire. L'opposition armée a pris le contrôle ces derniers mois de villages habités par des Libanais chiites, les en ont chassés et ont brûlé certaines de leurs maisons. Les personnes déplacées se sont réfugiées dans la région du Hermel, tandis que le reste des habitants ont pris les armes pour se défendre et protéger leurs propriétés, ce qui est leur droit. Ce qui s'est passé au cours des derniers jours, c'est une vaste offensive militaire lancée par des centaines d'hommes armés pour chasser les résidents de ces villages. Il faut œuvrer à la réconciliation entre les habitants de cette région. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« Que ceux qui critiquent le projet orthodoxe se rendent au Parlement et votent pour ensuite présenter un recours devant le Conseil constitutionnel qui est la seule instance habilitée à se prononcer sur la constitutionnalité des lois. Le projet a été adopté en commissions et il y a des chances qu'il soit soumis au vote de l'assemblée plénière. Le seul projet acceptable est celui qui est meilleur que le projet orthodoxe : la proportionnelle avec le Liban

transformé en circonscription unique. Si le projet orthodoxe porte un coup à l'unité, celui-là assure une unité totale, pourquoi le refuse-t-on ? Ils sont les enfants de la loi de 1960 et c'est pourquoi ils ne veulent qu'elle. La Constitution reconnaît la parité. Mais si celle-ci ne satisfait pas certains, ils n'ont qu'à transformer après les élections le Parlement en Assemblée constituante et remettre en question Taëf pour aboutir au partage par tiers des sièges parlementaires. Le projet orthodoxe est une étape pour réaliser la parité réelle, avant de passer à l'abolition du confessionnalisme. »

Bachar al-Assad, président de la République arabe syrienne

Entretien au *Sunday Times* « *Comment peut-on s'attendre à ce qu'ils réduisent la violence alors qu'ils veulent envoyer du matériel militaire aux terroristes et n'essaient pas de faciliter le dialogue entre Syriens. Pour être franc, la Grande-Bretagne a joué un rôle notoirement non constructif sur plusieurs questions depuis des décennies, des siècles diront certains –je vous parle de la perception qu'on en a dans notre région. Le problème avec ce gouvernement, c'est que sa rhétorique creuse et immature ne fait que souligner cette tradition d'hégémonie agressive. »*

Nouri al-Maliki, Premier ministre irakien

« *Si le président Bachar al-Assad est renversé, la Syrie deviendra un bastion d'Al-Qaïda, ce qui déstabilisera le Proche-Orient. Le Liban et l'Irak connaîtront alors la guerre civile. »*

Ahmad al-Assir, cheikh salafiste intégriste

« *La décision du juge Sakr Sakr d'ouvrir une enquête sur les armes de mes partisans est une insulte. Nous allons lancer une série de mouvements de protestation à travers tout le Liban. Nous ne supportons plus les atteintes à notre honneur. Approuvez nos revendications ou attendez-vous à l'éruption d'un volcan à partir de la semaine prochaine. Tant que la justice et que les forces sécuritaires sont sous l'emprise des Iraniens, personne ne pourra briser le projet d'hégémonie de Téhéran sur le Liban. La justice doit juger d'abord Nabih Berry et Hassan Nasrallah, pour leurs crimes avant de me juger. »*

Événements

- Selon le quotidien *Al-Akhhbar*, un projet de création d'un camp fixe pour les réfugiés syriens dans la Békaa est à l'étude. Ce camp devrait être construit dans la région de Faour, dans la Békaa centrale, sur un lopin de terre offert par un cheikh de la tribu des Faour. Ce projet est en contradiction avec les accords conclus avec le gouvernement libanais qui ne souhaite pas construire des camps qui pourrait devenir définitifs. De plus, l'édification de ce campement dans cette région multiconfessionnelle risque de provoquer des tensions intercommunautaires, poursuit le journal.

- Un groupe d'hommes armés a pénétré dans l'hôpital islamique de Tripoli et libéré le détenu Mohammed Youssef, arrêté dans le cadre d'une enquête dans l'affaire de l'attaque contre le convoi du ministre de la Jeunesse et des Sports, Fayçal Karamé. Le 18 janvier dernier, le convoi du ministre Karamé a été la cible de tirs et de jets de grenades, alors qu'il se dirigeait vers une mosquée pour prier. L'attaque a fait onze blessés, dont cinq des gardes du corps du jeune ministre. Au bout de quelques heures, le fuyard a été remis aux SR de l'armée à Tripoli.

- Le quotidien syrien *Al-Watan* rapporte que l'Armée syrienne a récemment découvert des dépôts d'armes au Nord de la ville de Homs, près de Talbissé, comportant des missiles antichars de fabrication états-unienne de type M-47 Dragon ainsi que des munitions européennes. Des sources civiles de la province ont indiqué que « *l'armée a réussi à découvrir plusieurs autres dépôts d'armes et de munitions dans la même région* ». Si ces informations sont confirmées par des sources militaires officielles, cela signifie que les États-Unis mentent lorsqu'ils assurent qu'ils ne fournissent pas des armes aux terroristes, ou bien alors cela prouve que l'origine de ces armes est israélienne, d'autant que l'État hébreu dispose d'une grande quantité de ce type de missile. Par ailleurs, des sources proches des terroristes ont indiqué que Washington a promis de livrer aux rebelles des véhicules blindés et des gilets pare-balles ainsi que des équipements modernes qui leur permettent de localiser les positions de l'Armée arabe syrienne.

• Un membre de la force des Nations unies chargée de veiller au cessez-le-feu israélo-syrien sur le plateau du Golan est porté disparu. « *Nous pouvons confirmer qu'un membre de l'effectif est manquant et nous sommes en contact avec les parties concernées pour déterminer ce qui s'est passé* », a déclaré Farhan Haq, porte-parole de l'Onu. La Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) a été déployée en 1974 après la conclusion d'un accord entre forces israéliennes et syriennes. Les Israéliens avaient occupé le plateau du Golan lors de la guerre des Six Jours, en 1967.

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 1er mars 2013)

Mohammad Ballout, Paris

La 4ème audience du Tribunal d'Application des peines (TAP) a débouché sur une impasse. Il n'y a pas eu de libération de Georges Ibrahim Abdallah en raison du refus du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, de signer l'arrêté d'expulsion. La balle est désormais dans le camp de la Cour de cassation.

Les juges, qui ont conditionné la remise en liberté de Abdallah à son extradition, d'une part, le ministre de l'Intérieur, de l'autre, s'attendent à ce que la Cour puisse trouver une issue à même de leur sauver la face. Le cas de Georges Abdallah constitue désormais en partie un dilemme juridique. Georges Kiejman, l'avocat de la famille de Charles Ray, a souligné que les juges de la Cour de cassation ne pourront pas parvenir facilement à une décision claire et justifiée en raison de l'enchevêtrement des compétences des juges et du ministre de l'Intérieur.

Manuel Valls avait fait savoir il y a quelques semaines à un responsable libanais qui suit le dossier de Abdallah que la décision de son extradition revient au président Hollande. Le retour du calme face à l'ambassade de France à Beyrouth a aidé à parvenir à un compromis qui était arrivé à « *maturité* » grâce aux assurances du Quai d'Orsay. Selon un responsable libanais, le ministère français des Affaires étrangères est favorable à la libération

d'Abdallah à condition qu'il y ait une trêve et que des œufs ne soient plus lancés contre l'ambassade, dans le souci de ne pas donner l'impression que la remise en liberté de Georges Abdallah a été faite sous les pressions exercées par le Collectif pour sa libération.

Le directeur général du ministère de la Justice, Omar Natour, se rendra demain à Paris. Par ailleurs, le Collectif international pour la libération de Georges Abdallah a appelé le gouvernement libanais à annuler le Congrès de l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français qui aura lieu à Beyrouth.

As Safir (1er Mars 2013)

Ghassan Rifi

Après les derniers affrontements qui ont eu lieu au Liban-Nord, des groupes armés libanais et syriens se sont réunis dans la localité de Henayder, au Akkar, afin d'examiner des moyens de riposter aux attaques de l'armée syrienne régulière. Les craintes d'une réaction militaire d'envergure s'amplifient dans cette région. Mais les grands clans ont refusé de se laisser entraîner dans une vaste confrontation avec l'armée syrienne.

As Safir (27 février 2013)

Denise Atallah Haddad

Il existe un pari diplomatique sur la tenue des élections à la date prévue. Des sources diplomatiques se disent confiantes et assurent que les délais constitutionnels seront respectés, car le Liban n'a aucun intérêt à reporter les élections. Ces sources misent donc sur la capacité des Libanais à trouver une sortie de crise qui réponde à deux impératifs : adoption d'une loi juste, et respect des échéances.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(1er mars 2013)

Après le retrait de son projet électoral, le président du Parlement, Nabih Berry s'est transformé en récepteur. « *Celui qui a un meilleur projet qu'il le présente, il est le bienvenue* », a-t-il dit. Les milieux du chef du Législatif ne cachent pas que M. Berry est mécontent de plusieurs parties du 14-Mars et de certains de ses alliés du 8-Mars

également. Il a reçu hier un appel téléphonique de l'ancien Premier ministre, Saad Hariri, qui a exprimé son attachement, lors de la conversation, « *à la nécessité d'organiser les élections législatives à la date prévue, contrairement aux campagnes de dénigrement qui affirment le contraire* ». Selon ces milieux, M. Berry a répondu : « *Personnellement cheikh Saad, je veux la loi d'abord, alors que tous veulent les élections à la date prévue* ».

Le président du Parlement s'est dit inquiet de la situation sécuritaire, qualifiant de « *bonnes* » les décisions prises par le Conseil supérieur de la Défense et par le gouvernement. « *Mais l'important reste l'exécution de ces résolutions* », a-t-il dit. « *Si elles ne sont pas mises en œuvre, cela aura des répercussions négatives sur l'État et le gouvernement. C'est comme s'ils se suicidaient.* »

En réponse à une question, M. Berry a déclaré : « *Il y a des rapt, des apparitions d'hommes armés, des insultes contre la justice, l'armée et les forces de sécurité. Que faut-il encore pour que l'État se décide enfin à agir ?* »

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Jihad El-Zein (28 février 2013)

Est-ce possible que le Premier ministre turc Recep Tayyeb'Erdogan, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et le secrétaire d'État US John Kerry restent les véritables leaders, au quotidien, de la révolution populaire en Syrie ? Il est tout à fait pertinent de demander aujourd'hui : qui sont les forces et les personnalités capables de représenter efficacement les oppositions sur le terrain. Deux ans se sont écoulés depuis le début de la révolution syrienne sans que cette révolution ne puisse faire émerger un leader politique au niveau national syrien. À l'heure où le régime syrien a perdu toute légitimité, il semblerait que les véritables leaders de cette révolution soient Erdogan, Fabius et Hillary Clinton (maintenant John Kerry), ainsi qu'un ou deux responsables des pays du Golfe.

An-Nahar (26 février 2013)

Rosanna Bou Mouncef

Une importante source diplomatique occidentale à Beyrouth se dit rassurée par la perte de terrain du projet orthodoxe, qui n'a pas

obtenu un appui suffisant lors des consultations engagées jusqu'à présent entre les protagonistes libanais, en raison de ses inconvénients. Le projet exacerbe en effet les tensions confessionnelles et ne permet pas de demander des comptes aux députés élus sur cette base.

La communauté internationale verra d'un bon œil tout projet sur lequel les Libanais pourraient s'accorder. La source met l'accent sur la nécessité de respecter le calendrier bien qu'il soit possible de comprendre un report technique de quelques mois. Il faut que les élections aient lieu. Si elles ne se déroulent pas à la date prévue, rien ne pourra garantir que la stabilité ne sera pas compromise. La même source estime par ailleurs que le Hezbollah préférerait que les élections n'aient pas lieu, vu la situation en Syrie. Sur un autre plan, un regard négatif est porté sur la situation du gouvernement, qui n'est plus un facteur de stabilité. L'intervention du Hezbollah en Syrie en constitue la principale raison : Cette implication accentue les pressions internationales sur le gouvernement dans la mesure où elle contredit la politique de distanciation.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 28 février 2013)

Un ministre européen cité qui a gardé d'anonymat a mis en garde contre tout report des élections législatives, qui mettrait à mal la légitimité des institutions, affecterait la démocratie au Liban et écornerait la réputation du pays aux yeux de l'opinion publique occidentale. Les ambassadeurs européens ont eux aussi exprimé leur inquiétude quant à un éventuel report, et ont de nouveau établi une corrélation entre la tenue des législatives et la stabilité dans le pays. Pour autant, les visiteurs internationaux comme les ambassadeurs européens en poste au Liban se contentent de « *prodiguer des conseils sans mettre la pression* » sur telle ou telle partie. De telles pressions pourraient en effet donner l'impression que ces ambassadeurs sont favorables à ce que les législatives se tiennent sur la base de la loi de 2008, rejetée par la plupart des protagonistes libanais. Le report technique des élections est en passe de devenir un état de fait, vu l'impossibilité de s'entendre sur une nouvelle loi électorale dans les délais prévus par la Constitution.

Al-Akhbar (28 février 2013)

Nahed Heter

Ces derniers mois ont été marqués par la montée en puissance des forces islamistes en Syrie et au Liban, où une branche du Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, sera bientôt fondée. Il s'agit d'un plan israélo-US visant à épuiser les forces de la Syrie et du Hezbollah en semant la discorde communautaire au Liban. Pour y faire face, il faudrait former un front uni contre le salafisme incluant des personnalités nationalistes, laïques, progressistes, ainsi que des militants de la société civile, des jeunes et des femmes. Il faudrait également que le Hezbollah coupe le cordon ombilical qui le lie aux forces de l'islam politique afin de nouer des alliances avec des personnalités de gauche et nationalistes et des organisations de la société civile dans toutes les régions libanaises, notamment au sein des camps palestiniens, afin de d'entraver l'essor du courant salafiste.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Merline Wehbé (27 février 2013)

Les détenus de Fatah al-Islam ont retiré les habits de leur organisation d'origine et ont revêtu l'abaya du Front al-Nosra, transformant le bloc B de la prison de Roumié en centre de commandement dirigé par un comité secret de cinq cheikhs qui ne quittent jamais leurs cellules. Ils émettent des fatwas, donnent des ordres à des groupes combattants au Liban-Nord, au Liban-Sud et dans la Békaa. Les investigations ont montré que leur objectif est de fonder un émirat islamique allant de Lattaquié, en Syrie, à Saïda, au Liban.

Les plans des détenus ont été divulgués après que des éléments de l'Armée syrienne libre (ASL) aient été incarcérés dans le bloc B, partant du principe qu'ils devraient être en bonne harmonie puisqu'ils sont tous hostiles au régime syrien. Mais il y a un mois et demi, les divergences politiques et idéologiques entre les deux groupes ont surgi et se sont transformées en confrontation après que l'ASL eut réalisé qu'al-Nosra ne combat pas le régime Assad parce qu'il est oppressif mais dans l'objectif de créer un émirat islamique. L'enquête a permis de découvrir que plusieurs groupes de détenus sont en contact permanent dans les prisons de Roumié,

de Kobbé, à Tripoli, et de Zahlé. Ces groupes, qui coordonnent leur action, sont dirigés par Abou Salim Taha, qui a recruté les anciens de Fatah al-Islam pour le compte d'al-Nosra. D'ailleurs, ceux qui ont combattu à Nahr al-bared faisaient partie d'Al-Qaïda et il leur a été demandé, à l'époque, de se rendre dans les camps de Aïn el-Héloué et de Nahr al-Bared, où ils ont pris des épouses palestiniennes pour nouer des liens avec les familles et, par conséquent, augmenter leur nombre. Leur mission était de voir quel était le camp le plus propice pour fonder un émirat islamique. Ils ont finalement opté pour Nahr al-Bared, parce qu'il est plus proche de la Syrie.

L'ancien Premier ministre Rafic Hariri s'était opposé à ce projet en l'an 2000, lors de la bataille de Dennyé. Puis son fils Saad a pris le relais en mettant, toutefois, sur un pied d'égalité les armes du Hezbollah et les armes de l'extrémisme.

Il y a deux semaines, les divergences entre al-Nosra et l'ASL se sont transformées en affrontements, en Syrie. Ces combats ont eu des répercussions dans la prison de Roumié, où des détenus d'al-Nosra ont sévèrement battu un colonel de l'ASL qui a dû être hospitalisé.

L'enquête a montré que les détenus disposent de connexions Internet à l'intérieur de leurs cellules. Il suffit de se placer dans la cour de la prison pour recevoir des connexions Wifi portant des noms comme Abou Mazen Jaafari, Tawhid, l'émirat d'al-Nosra et d'autres encore. Pourquoi la direction de la prison n'interrompt-elle pas ces moyens de communications ?

Les informations indiquent que les cheikhs salafistes de Tripoli, Bilal Dokmak et Nabil Rhayye, ne font rien sans avoir reçu un ordre du comité dirigeant composé des cinq cheikhs emprisonnés à Roumié.

Al-Joumhouria (26 février 2013)

Tarek Tarchichi

Il est pratiquement certain que les élections législatives prévues en juin seront reportées et que le mandat du Parlement sera prorogé. La discussion porte actuellement sur la durée de cette prorogation : sera-t-elle courte ou longue ?

Un responsable concerné par l'échéance électorale assure qu'il est

encore possible pour les protagonistes de s'entendre sur une loi consensuelle.

D'aucuns affirment que c'est le bloc centriste qui souhaite le plus le report des élections, de crainte qu'elles ne provoquent de graves incidents dans le pays. D'autres affirment qu'il est dans l'intérêt du 8-Mars ou du 14-Mars de reporter les élections, pour des raisons différentes. Pour le 14-mars, l'ajournement du scrutin permet d'en finir avec le projet orthodoxe. De plus, cette coalition préfère attendre le dénouement de la crise syrienne qui se terminera, selon elle, par la chute du régime syrien, ce qui modifiera les rapports de force au Liban.

Dans tous les cas, il est question d'une prorogation du mandat du Parlement pour une période d'un an ou de deux ans. C'est la deuxième option qui a le plus de chance car le mandat prorogé ne doit pas coïncider avec la fin du sexennat de Michel Sleiman.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-mars)

Scarlett Haddad (1er mars 2013)

Depuis le retrait du projet du président de la Chambre pour cause, selon ses propres termes, « *d'intentions malveillantes* », le projet orthodoxe est revenu sur le devant de la scène. Selon un député, il a déjà fait 65 % du chemin et il ne reste plus que le vote de l'Assemblée pour qu'il devienne la nouvelle loi électorale. Étonnant pour un projet auquel au départ personne ne croyait, sauf celui qui l'a lancé, l'ancien vice-président de la Chambre Élie Ferzli. Alors qu'il semble désormais seul en lice, avec celui du « *Liban circonscription unique en concomitance avec l'élection d'un Sénat sur une base confessionnelle* », il continue à susciter des interrogations sur ses motivations profondes et sur ses chances réelles d'arriver à l'Assemblée, puisque certains le considèrent comme une manœuvre politique.

À ce sujet, Élie Ferzli, qui en revendique donc la paternité, refuse qu'on qualifie ce projet « *de coup de maître politique* ». Tout en reconnaissant qu'il ne l'a pas élaboré, il révèle que l'idée a commencé à germer après les élections de 2009, lorsqu'il a compris que la confiscation des sièges parlementaires chrétiens était une pratique ordinaire de la vie politique libanaise. Celle-ci

n'avait donc rien à voir avec la tutelle syrienne et elle n'était pas le fruit d'un moment d'émotion après l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, puisqu'elle s'est perpétuée en 2009, sans la moindre justification.

D'ailleurs, les élections de 2009 ont été très instructives à plus d'un niveau. Elles ont montré l'étendue du glissement du Liban vers des entités confessionnelles, chacune ayant, en quelque sorte, ses frontières, ses médias, ses armes et même ses relations internationales propres. D'ailleurs, au Liban, chaque communauté commençait à parler ouvertement de son « *particularisme* ». C'est d'ailleurs ce qui a fait dire au président de la Chambre Nabih Berry que le projet orthodoxe est un résultat, non une cause. C'est ainsi qu'il a réussi à convaincre d'abord des religieux chrétiens, ainsi que le CPL de Michel Aoun, mais aussi les Kataëb d'Amine Gemayel et les Forces libanaises de Samir Geagea.

Ce projet serait donc ainsi la concrétisation de la période transitoire nécessaire avant de passer au concept de citoyenneté. En même temps, sur le plan régional, il règle le problème des minorités qui se pose actuellement avec beaucoup d'acuité, tout en protégeant la région de la partition et de l'effritement.

Est-ce à dire que le projet orthodoxe finira bientôt à l'Assemblée ? Pour l'instant, Michel Aoun a lancé l'équation suivante : c'est soit ce projet, soit l'adoption du Liban comme circonscription unique avec un mode de scrutin proportionnel.

L'Orient-Le Jour (1er mars 2013)

Patricia Khodr

Le Liban compte désormais pas loin d'un million de ressortissants syriens : des déplacés fortunés, des journaliers ayant été rejoints par leurs familles, mais surtout des réfugiés vivant dans l'indigence, qui ont désespérément besoin de l'aide de la communauté internationale. Ce chiffre pourrait être revu à la hausse dans les mois à venir, plaçant le pays au bord de l'implosion.

Un chiffre en hausse constante : le Liban compte précisément 907 000 ressortissants syriens, selon les ministres de l'Intérieur Marwan Charbel, et des Affaires sociales, Waël Abou Faour lors d'une conférence au cours de laquelle un programme de soutien

aux localités accueillant les réfugiés syriens a été lancé. Ce programme conjoint entre le PNUD et le ministère des Affaires sociales est opérationnel depuis plusieurs mois.

L'Orient-Le Jour (1er mars 2013)

Le secrétaire général adjoint du Hezbollah, cheikh Naïm Kassem, a renvoyé au 14-Mars toutes les accusations lancées ces derniers mois à son parti, accusant à son tour l'opposition de s'ingérer dans les crises régionales et de s'appuyer sur des puissances étrangères pour tenter de modifier l'équation libanaise.

Dans une intervention devant des ingénieurs du Hezbollah, dont l'objectif était visiblement de démentir les rumeurs d'opposants syriens selon lesquelles il aurait été gravement blessé dans une attaque contre un convoi transportant des officiels syriens et des cadres du Hezbollah la semaine dernière à Jdeidet Yabouss, Naïm Kassem a estimé que le Liban fait face à deux défis majeurs, l'un externe, à savoir « *la volonté américano-israélienne de mainmise sur la région et le Liban en particulier* », et l'autre interne, en l'occurrence « *les calculs confessionnels et la volonté de vengeance qui ont rapport avec la structure même du pays* ».

Le responsable du Hezbollah a affirmé que son parti est en faveur de l'attachement à la Constitution et n'a jamais porté la moindre atteinte aux dispositions constitutionnelles, aux lois et aux institutions libanaises, contrairement aux accusations qui sont lancées à son encontre et « *qui sont infondées* ». Il a également estimé que son parti est « *constamment ouvert à tout dialogue, même si ce dernier doit porter sur des constantes proclamées par la Constitution* ». « *Qu'ils aient l'audace d'ouvrir un dialogue. Pourquoi le fait de discuter de certains articles de la Constitution est-il un tabou ?* » s'est-il interrogé, à l'adresse du 14-Mars. « *Nous avons dit plusieurs fois que nous étions en faveur de la parité islamo-chrétienne mais la parité est un comportement et des projets qui doivent trouver leur application concrète à travers des lois et des décrets. Ce n'est pas du verbiage et des propos de bienséance* », a-t-il noté.

« *Nous avons sans l'ombre d'un doute rassuré les chrétiens. Ils prétendaient toujours que c'est nous qui leur faisons peur. Il s'est avéré que nous les rassurons plus que n'importe quelle autre partie*

au plan interne parce que nous sommes sincères dans nos propos et que nous ne faisons pas preuve de duplicité. Nous affirmons que nous ne sommes pas la confession ou la communauté pionnière du pays et nous n'acceptons pas qu'il y en ait une. Le Liban appartient à tout le monde et nous sommes tous égaux en droits et devoirs devant la loi », a-t-il ajouté.

Naïm Kasseem a ensuite défendu les armes de son parti, estimant que la force du Hezbollah ne provient pas de son arsenal, mais du soutien populaire dont la résistance bénéficie. Il a souligné que le Hezbollah s'était imposé par les urnes et que ses armes n'avaient à aucun moment servi à asseoir l'influence du parti sur la scène locale.

Il a enfin accusé le camp adverse de tenter de puiser sa force de l'étranger et de s'immiscer dans les crises régionales en pensant réaliser des gains, mais en vain. *« Ils ont misé sur la crise syrienne en pensant en tirer des dividendes, mais il s'avère que cette crise est longue et ne leur a apporté que des déceptions »*, a-t-il dit. *« Cessez de vous ingérer dans ces crises, vous êtes plus petits qu'elles. (...) Tentez de réussir au plan local sans miser sur les développements extérieurs. L'équation libanaise est purement locale. Corrigez vos erreurs »*, a-t-il ajouté à l'adresse de l'opposition, estimant que *« les tentatives de provoquer la chute de la Résistance ont échoué »*.

Al-Watan (Quotidien syrien indépendant, 27 mars 2013)

L'entrée Nord-Est de Damas, dans la région de Qaboun, a été je théâtre, dans la nuit de lundi à mardi, d'une nouvelle tentative *« d'invasion »* de la capitale dont le coup d'envoi a été donné par une puissante explosion due à un attentat suicide. L'assaut s'est très vite terminé par une hécatombe dans les rangs des assaillants qui ont laissé sur le terrain quelque cent morts. Les insurgés ont pratiquement perpétré un suicide collectif à l'entrée de Damas qui restera verrouillée devant leurs hordes. Les attaquants ont tenté de faire une diversion pour permettre à leurs camarades de se retirer en tirant deux obus de mortiers vers l'autoroute de Mazzé, dont l'explosion a fait des dégâts matériels.

À Alep, les unités de l'armée ont réussi à repousser les hommes armés dans un rayon de sept kilomètres autour de l'aéroport

international, ce qui permet la reprise des activités. Les équipes compétentes sont à pied d'œuvre pour effectuer les réparations nécessaires. La compagnie aérienne syrienne devrait accepter les réservations pour les vols à partir ou vers l'aéroport d'Alep, qui reprendront vers la mi-mars.

Times (Quotidien britannique, 1er mars 2013)

Les États-Unis et certains de leurs alliés européens supervisent des camps d'entraînement des rebelles syriens en Jordanie dans le but de soutenir les groupes modérés qui combattent pour le renversement du président Bachar al-Assad.

Cette mesure montre que les Américains sont impliqués dans la crise syrienne et reflète les inquiétudes de Washington de voir les groupes extrémistes, comme le Front al-Nosra, occuper les premières lignes dans la guerre contre le régime syrien.

Des responsables de services de renseignement et des diplomates occidentaux dans la région rapportent que les rebelles reçoivent un entraînement sur le maniement des armes légères, les manœuvres complexes et la sécurisation des sites renfermant les armes chimiques.

Bien que certaines rumeurs font état de la participation de militaires britanniques dans ces entraînements, le ministère de la défense à Londres a démenti ces informations.

Des diplomates occidentaux à Amman précisent que l'entraînement se déroule dans des bases de l'armée jordanienne, sous la supervision d'instructeurs américains.

Des officiers des services de renseignement indiquent que ce programme de formation a commencé il y a cinq mois, c'est-à-dire avant la réélection du président Barack Obama pour un second mandat.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « Washington doit accepter sa défaite en Syrie », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 4 mars 2013, www.voltairenet.org/article177733.html